

# Les Vingt-sept surprennent par leur unité

**Union européenne** Le sommet prévu ce samedi va définir les orientations sur le Brexit.

C'est un sommet européen des plus inédits qui se déroule ce samedi à Bruxelles. Non seulement parce qu'il s'agit de la première réunion formelle à Vingt-sept, après que le Royaume-Uni a envoyé sa lettre de rupture à l'Union et activé ainsi l'article 50 du traité de Lisbonne. Mais surtout parce que les Etats membres, qui brillent généralement par leurs divergences, devraient continuer à se serrer les coudes face à Londres. Une attitude à tel point étonnante qu'elle en est venue à déstabiliser la Première ministre britannique Theresa May. *"Les vingt-sept autres pays européens sont en train de s'unir contre nous !"*, s'est-elle plainte jeudi.

Rompant avec la "tradition" des sommets nocturnes, la réunion de ce 29 avril "sera très courte", prévoyait la veille un diplomate. Les Etats membres devraient adopter, sans attermolements, la liste des priorités qui guidera les négociateurs du Brexit pendant les deux ans prévus pour finaliser le divorce. Avec pour lignes directrices l'idée que *"l'Union agira de concert"* et le fait *"qu'un Etat non membre de l'Union [...] ne peut avoir les mêmes droits et bénéfices qu'un Etat membre"*. Pas question donc pour Londres de multiplier les tête-à-tête avec l'un ou l'autre Etat membre. Ou encore de picorer dans les quatre libertés (de circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes) du marché unique.

Aussi, les Vingt-sept s'en tiennent-ils au principe d'une négociation par étapes, refusant de discuter de leur future relation avec le royaume de Sa Majesté

tant que *"des progrès suffisants"* encore faudra-t-il s'entendre sur ce que cela signifie en pratique – n'auront pas été réalisés sur les termes du divorce.

*"Je pensais que ça allait être difficile pour les Vingt-sept d'adopter une position commune"*, avoue un "insider". *"Mais mes prophéties ne se sont pas réalisées. Tous ceux qui sont autour de la table sont conscients du caractère historique de ce processus et du fait que l'unité est indispensable pour limiter les conséquences du Brexit."*

## Une seule et même position

Dès le lendemain du référendum britannique, les Vingt-sept s'étaient engagés à faire bloc face à Londres, mettant en garde qu'une "Europe à la carte" n'était pas négociable. Mais à peine cette promesse était-elle lancée, que les spéculations allaient bon train, de part et d'autre de la Manche, sur le moment où elle volerait en éclats.

**Dès juin 2016, les Vingt-sept s'étaient engagés à faire bloc face à Londres.**

Neuf mois plus tard, la position ferme des Européens n'a pourtant pas bougé d'un iota. A plusieurs sources européennes, on insiste sur le fait que *"tout le monde est sur la même ligne. La collaboration entre les institutions fonctionne parfaitement. Et rien n'a fondamentalement changé dans les orientations à adopter ce samedi"* – et qui ont par ailleurs été finalisées par les sherpas en seulement deux réunions.

Alors que la préparation du divorce semble aller comme sur des roulettes du côté des Européens, les Britanniques, eux, ne semblent pas avoir encore *"pris la mesure de l'ampleur des défis qui les attendent"*, dit un diplomate. *"Ils ne raisonnent pas comme un pays tiers et pensent qu'ils peuvent continuer à faire ce qu'ils ont fait pendant 43 ans, soit influencer la discussion, jouer les Etats les uns contre les autres pour obtenir un résultat sur mesure. Ce n'est pas aussi simple que ça"*.

Maria Udrescu

## François Hollande quitte la scène européenne sans avoir marqué les esprits

Ce samedi, à l'issue du sommet consacré au Brexit, François Hollande sortira de la scène européenne. Sans que cela ne suscite d'émoi particulier : le président français n'y a pas fait forte impression. *"Sarkozy avait la capacité de changer la dynamique d'une discussion au Conseil européen. Pas Hollande. Il n'a d'ailleurs jamais cherché à le faire"*, observe une source européenne.

Comme c'est souvent le cas pour l'occupant de l'Elysée, c'est sur le terrain de la politique internationale que François Hollande s'est montré le plus convaincant. *"Il a sensibilisé les autres Etats membres à la menace islamiste au Sahel, et c'est la France qui a déployé le plus de moyens au Mali"*, reconnaît un diplomate. Il s'est aussi engagé sur le front russo-ukrainien, avec la chancelière allemande Angela Merkel avec, pour résultat, les accords de Minsk.

Mais, pour le reste, *"son rôle a été marginal dans les crises traversées par l'Union"*, commente le diplomate. *"Il a été desservi par le décrochage de l'économie française par rapport à l'Allemagne, mais aussi par son manque d'autorité politique. Il n'était qu'un leader parmi les autres, alors que c'est quand même le président français."*

Au crédit de François Hollande, on peut mettre le rôle d'honnête courtier joué par son pays lors de la crise grecque de 2015, entre le Premier ministre de gauche radicale Alexis Tsipras et Berlin. Même si,

précise la source européenne, *"l'idée que c'est la France qui a évité un Grexit est un récit français"*.

### Beaucoup de mots, peu d'actes

On allait pourtant voir ce qu'on allait voir, promettait en 2012 le candidat Hollande, annonçant sa volonté d'en finir avec la rigueur à l'échelon européen. Son intention de renégocier le Pacte budgétaire est restée lettre morte. Et le (vrai-faux) Pacte de croissance qu'il a obtenu dès son premier sommet fut un maigre lot de consolation.

Le Français a accédé au pouvoir juste après le pic de la crise de la zone euro. Il s'est posé en partisan de son renforcement et de son approfondissement, plaidant pour la création d'un budget et d'un Parlement de la zone euro. Les mots n'ont pas été suivis d'initiatives, François Hollande s'accommodant très tôt de l'intransigeance d'Angela Merkel. *"Entre être un maillon fort du tandem franco-allemand et le chef de la gauche européenne et des pays du Sud, Hollande n'a jamais choisi"*, constate la source européenne. Il ne fut donc ni l'un, ni l'autre. Les clichés de complicité entre le président et la chancelière ne masquent pas que le couple franco-allemand a été peu fonctionnel. Et *"au final, c'est l'Italien Renzi qui s'est emparé du leadership de la gauche"*.

Pour un homme présenté comme un disciple de Jacques Delors, le bilan est maigre.

Olivier le Bussy